

Production de viande porcine en Pays de la Loire

Prospective à l'horizon 2020

aGRICULTURES
& TERRITOIRES
CHAMBRES D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

TERRES d'**a**VENIR



Cette étude a été réalisée par Christine GOSCIANSKI et Eliane MORET, chargées d'études au Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire, avec l'appui de responsables professionnels impliqués dans la filière en tant qu'élus de la Chambre régionale d'Agriculture, du syndicalisme ou de la coopération.

Des entretiens ont également été réalisés auprès des opérateurs économiques régionaux, des ingénieurs viande des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire, ainsi que de FranceAgriMer. Nous tenons à remercier toutes ces personnes pour leur contribution.



5 Introduction

6 Synthèse de l'étude

6 La filière porcine : un enjeu économique fort pour la région

8 Le contexte de marché : un marché porcin de plus en plus concurrentiel

10 La production porcine régionale : scénarios à l'horizon 2020

12 Les leviers d'actions de la filière régionale

14 Hypothèses de construction des scénarios

14 La méthode : une démarche prospective

15 La construction des scénarios : quelles hypothèses ?

21 Conclusion



La région des Pays de la Loire est la première région française d'installation de jeunes agriculteurs. En raison de multiples facteurs, cette dynamique du renouvellement des générations en agriculture est en perte de vitesse dans la plupart des filières agricoles et notamment animales.

Confrontée à des difficultés économiques importantes depuis 2006, la filière viande porcine est particulièrement concernée.

La rentabilité insuffisante des élevages ne permet plus aux producteurs d'investir pour moderniser et adapter leurs outils, alors que le parc de bâtiments connaît déjà un vieillissement important : 50 % des bâtiments ont plus de 20 ans, et il existe d'importants besoins de rénovation pour réaliser des économies d'énergie, travailler dans de bonnes conditions et améliorer l'efficacité économique des élevages.

Cette situation pénalise fortement la transmission, alors que 30 % des éleveurs présents en 2010 vont partir en retraite à l'horizon 2020 (sans comptabiliser les départs précoces).

Au cours de la période 2011-2013, le nombre d'installations en production porcine a été faible : en moyenne 36 installations avec DJA par an sur la région, contre 47 en moyenne sur les 3 années précédentes. Qu'en sera-t-il demain ?

Partant de ce constat, les élus du Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire ont souhaité se doter d'une vision prospective à l'horizon 2020 sur les trois filières de production de viandes : porc, volaille et viande bovine.

Ce travail a été mené en partenariat avec les représentants des filières régionales auxquels les hypothèses et les scénarios à l'horizon 2020 ont été soumis.

La finalité de l'étude était de répondre à deux questions étroitement imbriquées :

- Comment vont évoluer les volumes de production dans les 10 ans qui viennent ?
- Quels seront les besoins en installation par filière ?

Elle s'est ensuite prolongée par l'identification des leviers d'actions à mettre en œuvre.

La première partie de cette publication présente de façon synthétique le contexte de la filière et les scénarios prospectifs.

La seconde partie détaille la méthode employée, ainsi que les hypothèses de travail qui ont permis de construire les scénarios prospectifs.



La filière porcine : un enjeu économique fort pour la région

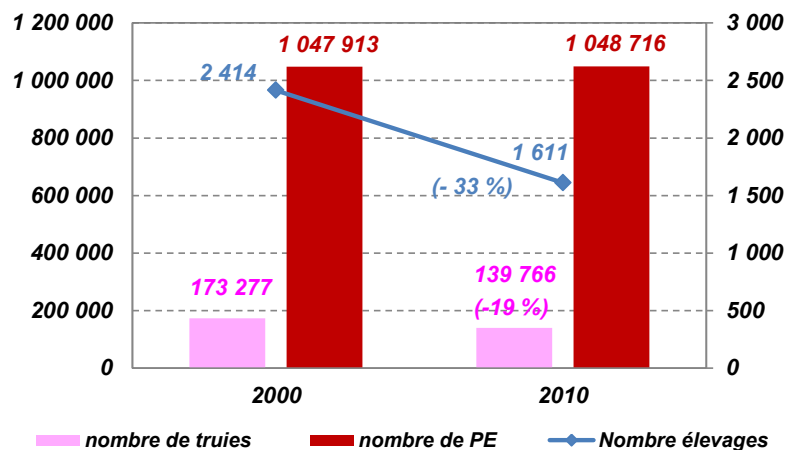
Une production stable entre 2000 et 2010

Avec 11 % des effectifs nationaux derrière la Bretagne qui en détient 58 %, la région des Pays de la Loire est la deuxième région productrice de porcs au plan national.

En 2010, la région comptait, selon le Recensement Agricole, un peu plus de 1 600 élevages (détenant plus de 20 truies ou 50 places d'engraissement).

Entre 2000 et 2010, la production ligérienne de porcs charcutiers s'est relativement bien maintenue mais les effectifs de truies ont régressé de 19 % (en lien avec l'amélioration de la productivité) et le nombre d'élevages s'est réduit d'un tiers.

Evolution du nombre d'élevages*, de truies et de PE entre 2000 et 2010 en Pays de la Loire



* exploitations ayant plus de 20 truies ou 50 PE

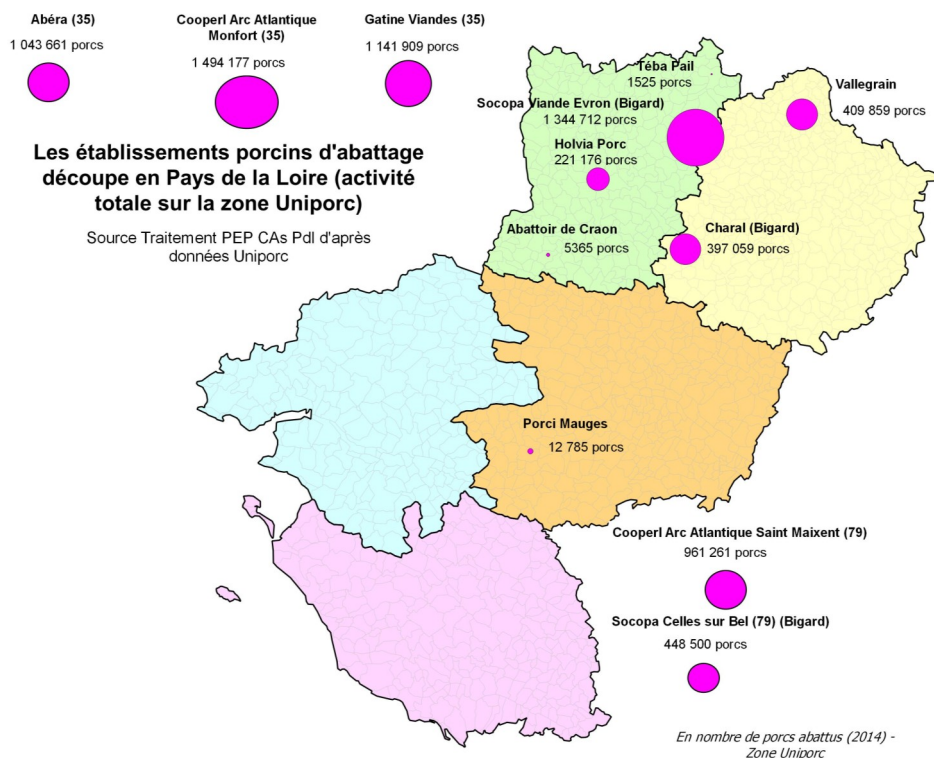
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : Agreste, RA

Un tissu agroalimentaire dense

Les Pays de la Loire bénéficient de la présence de nombreux outils industriels en amont et en aval, que ce soit sur le territoire régional ou en proche périphérie.

Avec un tonnage produit de 240 000 tonnes en 2013, et une consommation régionale estimée à 117 000 tonnes (sur la base d'une moyenne par habitant de 32 kg/an), la production ligérienne est largement excédentaire et commercialisée pour plus de la moitié hors de la région (en France et à l'étranger).



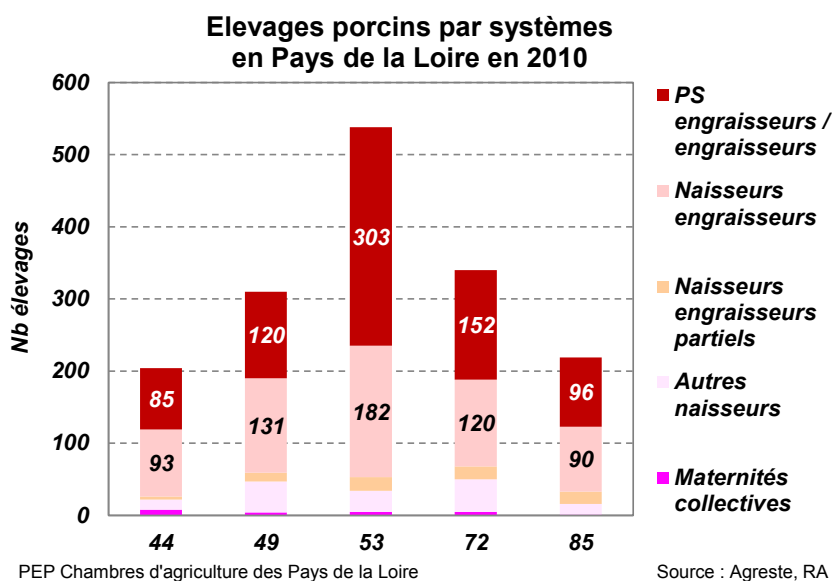
Une production de qualité, fortement liée au sol

Les exploitations détenant des porcs ont une surface moyenne de 86 ha.

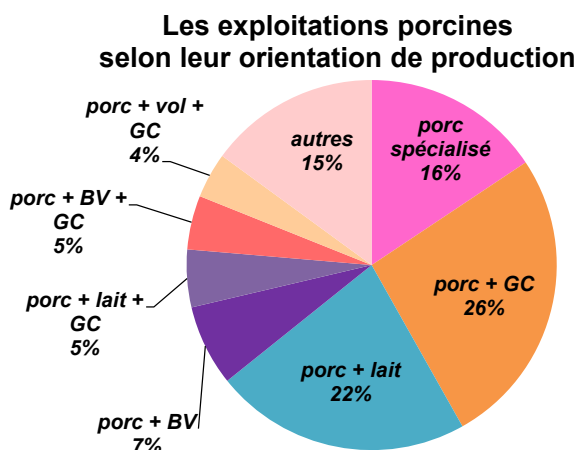
Les signes officiels de qualité sont très présents sur la région :

- le porc Label Rouge qui pèse 3 % de la production française totale, est produit dans 127 élevages en Pays de la Loire,
- le porc biologique est quant à lui produit dans 86 élevages ligériens.

Le cahier des charges Viande Française de porc permet de garantir aux consommateurs que le porc est né, élevé et abattu en France. Les produits qui en sont issus sont valorisés par le logo Porc Français. En Pays de la Loire, ce cahier des charges couvre 98 % de la production.



Les systèmes engraisseurs restent prédominants dans la région (particulièrement en Mayenne) : ils représentent près de la moitié des élevages, suivis par les naisseurs engraisseurs (42 %) et les naisseurs (11 %). Parmi ces derniers, les élevages individuels ont régressé au profit d'une organisation en maternités collectives ou de couplage entre naisseur et engraisseurs avec un prix garanti. La production porcine est rarement spécialisée en Pays de la Loire, elle est fréquemment associée à un atelier grandes cultures ou bovin lait.

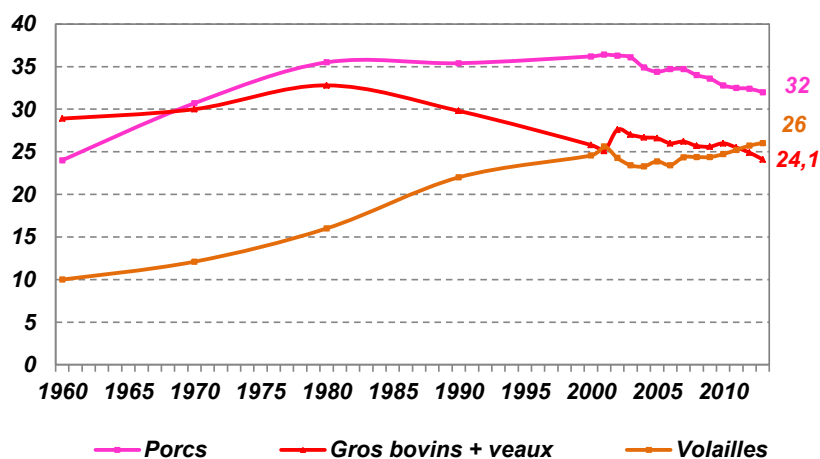


Source : Agreste - Recensement agricole 2010 - Traitement SRISE PdL

Le contexte de marché : Un marché porcin de plus en plus concurrentiel où le poids de la France s'effrite

La consommation plafonne

Consommation de viande annuelle (en kg/habitant)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source: FranceAgriMer

Depuis le début des années 2000, la consommation de viande de porc par habitant baisse tendanciellement. Entre 2000 et 2013, elle s'est ainsi réduite de 1,2 % par an (passant de 36,2 à 32 kg/habitant/an) alors qu'elle était restée relativement stable au cours des 20 années précédentes.

Parallèlement, la population française a augmenté, ce qui limite la baisse de la consommation globale française.

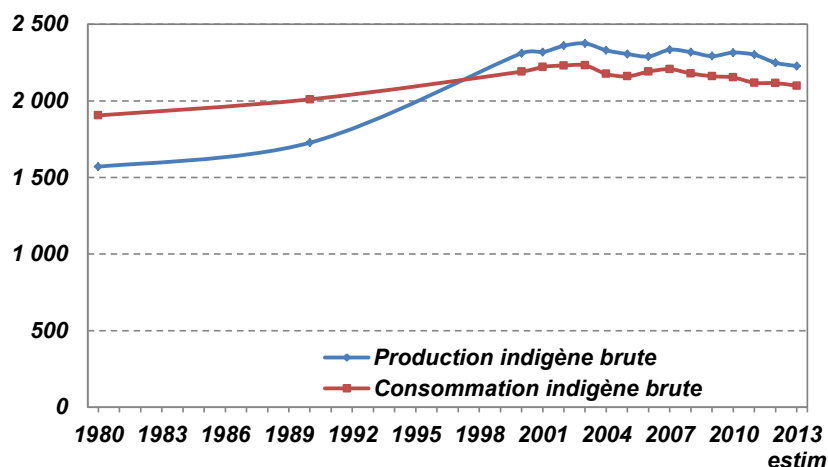
Le porc reste néanmoins la première viande consommée par les français et par les européens. Sur le plan qualitatif et sanitaire, les consommateurs sont de plus en plus exigeants, et les signes officiels de qualité et d'origine se sont développés pour les rassurer.

La viande de porc est principalement consommée sous forme de produits transformés : la charcuterie salaison assure 70 % du débouché du porc; dans ce secteur, les stratégies de marques sont très présentes, contrairement au porc frais qui tend à rester un produit basique.

La France perd du terrain sur la scène européenne

Depuis le milieu des années 90, la production porcine française est restée supérieure à la consommation, avec un excédent en volume qui varie de 6 à 7 % selon les années.

Production et consommation porcine française (en 1000 tec)



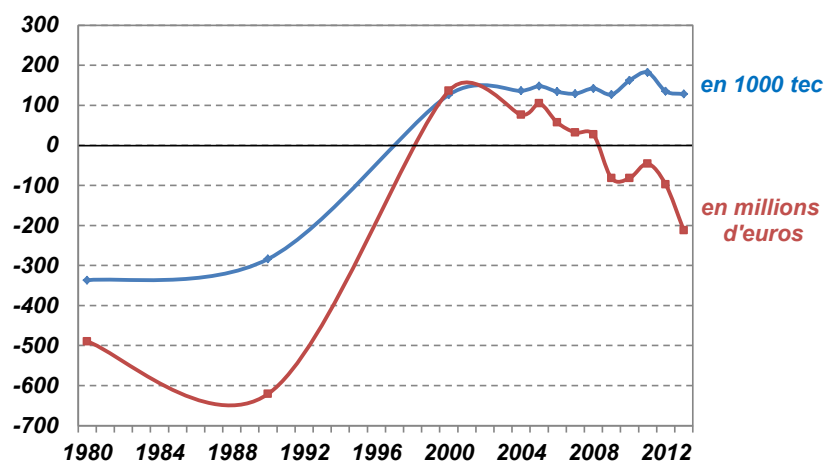
PEP Chambres d'Agriculture Pays de la Loire

Source: FranceAgriMer

Mais le solde du commerce extérieur est devenu négatif en valeur depuis 2009 par suite de l'accroissement des importations de produits à plus forte valeur ajoutée : pièces fraîches et congelées, préparations, conserves et viandes saumurées.

Les échanges français de porc sont essentiellement européens : 80 % des volumes sont exportés vers l'Union européenne. Les importations, en progression régulière, proviennent quasi exclusivement de l'UE : les 3/4 proviennent d'Espagne (jambons essentiellement), le reste arrive d'Europe du Nord : Allemagne, Pays Bas, Belgique, Danemark (viandes découpées pour la charcuterie salaison et produits transformés pour les grandes surfaces et la restauration hors foyer).

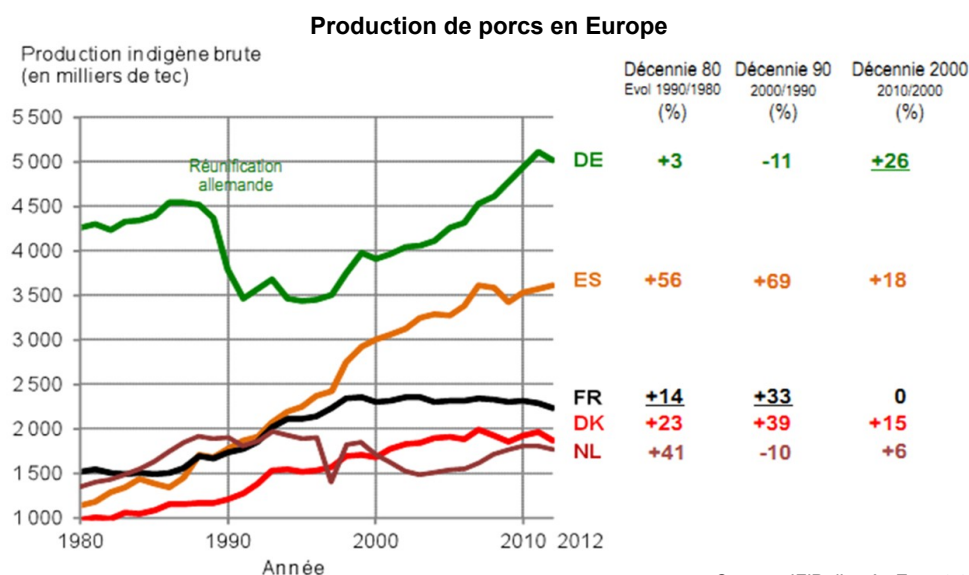
Evolution des échanges porcins français



PEP Chambres d'Agriculture Pays de la Loire

Source: FranceAgriMer

La France perd en effet du terrain sur la scène européenne, en raison d'une moindre compétitivité de sa filière. Cet écart de compétitivité s'explique en grande partie par des distorsions de concurrence intra UE au niveau fiscal, social et environnemental. Au niveau des élevages mêmes, les données de l'IFIP mettent en évidence un prix de revient assez proche de celui de nos concurrents.



La production porcine régionale : scénarios à l'horizon 2020

A partir de différentes hypothèses concernant l'offre et la demande (voir le détail en deuxième partie du document), trois scénarios contrastés (tendanciel, crise, volontariste) ont été retenus pour illustrer les marges de manœuvre existantes et mettre en évidence les principaux leviers d'action.

Le scénario tendanciel

Le scénario tendanciel prolonge les tendances actuelles d'effritement de la consommation individuelle qui passe de 32 à 30 kg par habitant par an entre 2013 et 2020. Les exportations progressent de 1 % par an en raison de nouveaux débouchés asiatiques, ce qui permet de maintenir le solde des échanges malgré la hausse des importations en provenance des pays tiers (accords bilatéraux). Les acteurs de la filière se concentrent mais les relations restent tendues entre les différents maillons. La rentabilité insuffisante de la production et de la première transformation ne permet pas de réaliser les investissements nécessaires. **La production régionale diminue de 14 % entre 2010 et 2020.**

Le scénario de crise

Le scénario de crise conjugue un contexte difficile pour la demande (croissance économique en panne), et un désengagement des politiques agricoles nationales et européennes. La consommation française descend à 29 kg par habitant en 2020. Le marché européen est plus ouvert aux importations (contingents d'importations, moindres barrières sanitaires). Le solde des échanges se dégrade. Dans un contexte très libéral, et de prix bas, les arrêts précoces des éleveurs sont nombreux et le niveau d'installation est très bas. On assiste à un agrandissement marqué des dimensions d'élevages, et à une diminution de 48 % du nombre d'élevages en 10 ans : **l'offre régionale chute de 24 %.**

Le scénario volontariste

Le scénario volontariste se situe, tout comme le tendancier dans un contexte de croissance modérée dans les pays émergents, et faible en Europe. Mais les politiques publiques européennes et nationales évoluent pour soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs et la compétitivité des filières. En France, la consommation de porc tend à se stabiliser (31,5 kg en 2020). Les protections aux frontières (barrières sanitaires) limitent l'impact des accords bilatéraux. Les exportations françaises progressent fortement (+110 000 tonnes).

Au niveau de l'offre, la mobilisation des acteurs de la filière, et la restructuration autour de quelques leaders nationaux, permettent de regagner de la compétitivité. **La région maintient quasiment sa production (-3 % entre 2010 et 2020).**

Demande	2010	Scénarios à l'horizon 2020		
		Tendancier	Volontariste	Crise
Consommation par habitant par an en kg*	32,8	30	31,5	29
Consommation intérieure (1) en 1000 t	2 153	2 030	2 131	1 962
Exportations françaises (2) en 1000 t	776	803	860	650
Importations françaises (3) en 1000 t	613	666	579	666
Solde des échanges en 1000 t	163	137	281	-16
Demande nationale (1) + (2) - (3) en 1000 t	2 316	2 167	2 412	1 946
Evolution 2020/2010 de la demande		-6%	+4%	-16%

* Population française en hausse: elle passe de 65,6 à 67,6 millions d'habitants entre 2013 et 2020

Offre	2010	Scénarios à l'horizon 2020		
		Tendancier	Volontariste	Crise
Effectifs truies	139 800	120 400	133 700	110 200
Places engraissement	1 049 000	899 000	1 019 000	803 000
Nombre de porcs engraisés	2 726 000	2 335 000	2 648 000	2 084 000
Evolution porcs engraisés 2020/2010		-14%	-3%	-24%
Taux de renouvellement	30%*	34%	44%	21%
Dimension des élevages NE (en effectif truies)	143	173	180	201
Nombre d'élevages	1 611	1 040	1 155	841

*Moyenne sur 3 ans

Source : PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

La comparaison de l'évolution de la production régionale avec l'évolution de la demande nationale montrent que les volumes de production ligériens progressent moins vite que la demande quel que soit le scénario.

Cela reflète une réalité exprimée à plusieurs reprises par les acteurs économiques rencontrés (groupements de producteurs en particulier) : le facteur limitant aujourd'hui se situe au niveau du faible taux de renouvellement des éleveurs de porcs.

La rentabilité insuffisante du métier d'éleveur conduit à une baisse continue du nombre d'installations.

Même dans le scénario le plus volontariste, avec un taux de renouvellement en nette progression et un accroissement des dimensions d'élevage, la reprise de la production régionale (après la baisse de 5 % observée entre 2010 et 2013) ne permet pas de suivre totalement l'évolution de la demande.

Un fort impact en termes d'emplois

Les écarts entre les scénarios extrêmes : volontariste et crise, mettent en évidence un impact important des différentes orientations possibles pour la filière régionale.

Au niveau des volumes produits, l'écart entre les scénarios se chiffre à 53 000 tonnes environ (21 % de la production 2010), ce qui représente **plus de 1 400 emplois directs induits** (sans comptabiliser les emplois dans les services : logistique, commerce, conseil).

Ce sont également 260 installations sur 10 ans qui sont en jeu entre ces deux scénarios

Le devenir des outils de production sera également fortement impacté selon qu'on se situe dans un scénario qui permet de rénover et d'adapter les bâtiments aux nouveaux enjeux (économies d'énergie, conditions de travail, efficacité) ou dans un scénario qui prolonge l'existant le plus longtemps possible. Cette question des bâtiments ayant elle-même un impact économique sur l'activité artisanale induite.

Les leviers d'actions de la filière régionale

Pour soutenir la filière porcine régionale, un certain nombre de leviers d'actions ont été identifiés, à mettre en œuvre au niveau des politiques agricoles, ainsi que par la profession et par les acteurs de la filière.

Améliorer le contexte économique et réglementaire

Principaux objectifs : réduire les distorsions de concurrence existantes au sein de l'UE, préserver un minimum de protection sanitaire aux frontières, améliorer la compétitivité de l'aval en facilitant les investissements et les restructurations, renforcer la cohésion de la filière.

Soutenir l'amélioration de la rentabilité de la filière

Mieux valoriser les produits : renforcer l'innovation et le marketing, en particulier sur le porc frais (acteurs de l'aval), communiquer sur la qualité de notre production et de nos produits : logo Viande Française, systématiser l'utilisation des viandes d'origine nationale en restauration collective, communiquer auprès du grand public et des élus sur le métier d'éleveur et sur les atouts de la production régionale : dimension familiale des ateliers, lien au sol, complémentarité cultures-élevages, respect de normes strictes.

Renforcer le lien au sol pour aller vers des systèmes plus durables et moins sensibles à la volatilité des prix (autonomie alimentaire et d'épandage, sécurité économique).

Réduire les coûts : évolution des réglementations nationales pour réduire les distorsions de concurrence intra UE, meilleure reconnaissance financière des surcoûts assumés par les éleveurs.

Accompagner la modernisation des élevages et leur transmission

Soutien des investissements de modernisation : plan de modernisation des bâtiments porcins, aides à la rénovation et à la reconstruction, accès facilité à la méthanisation.

Accompagnement de la transmission et des installations: incitation à la transmission progressive du capital, mise en place d'un système de caution à l'installation, création d'un fond de garantie pour les jeunes installés.

Soutenir l'innovation, la recherche et la diffusion de références

Poursuivre les travaux en cours sur l'autonomie alimentaire, l'environnement, les économies d'énergie...

Mettre en place de nouveaux réseaux de référence, centrés sur les systèmes les plus innovants et en particulier le lien au sol avec pour objectif de mettre en avant les gains économiques, sociaux et environnementaux (dans le cadre d'une approche globale de l'exploitation).

Former les acteurs de la filière de demain

Mettre en place des actions de formation initiale et continue pour les métiers de l'élevage, et de la transformation

Assurer la promotion de ces métiers (témoignages, portes ouvertes...)

Pour conclure, l'élevage porcin va se trouver confronté à des tendances lourdes de restructuration des élevages et de la filière dans les 10 ans qui viennent, liées au contexte économique et politique international et européen.

Néanmoins, cette étude prospective met en évidence des marges de manœuvre réelles au niveau des politiques nationales et régionales pour:

- accompagner l'adaptation de la filière,
- maintenir son potentiel de production,
- et soutenir l'installation des jeunes,

dans l'objectif de préserver la valeur ajoutée et les emplois.



La méthode : une démarche prospective

Cette étude a été réalisée en suivant une **démarche prospective** dont la méthode a été produite par le CNAM. Cette méthode a été adaptée par le Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire à la problématique étudiée notamment pour quantifier les scénarios.

Travail conduit conjointement sur 3 filières animales (viandes bovine, porcine et de volaille)

Ce travail mobilise les ressources suivantes :

L'expertise de représentants des différents maillons de la filière : responsables professionnels agricoles, groupements de producteurs, abatteurs-transformateurs, et ingénieurs filières animales des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire.

L'analyse d'experts nationaux de chacune des filières (FranceAgriMer, Instituts).

Et la mobilisation de différentes sources statistiques pour produire les analyses et quantifications sur :

- les marchés (production, consommation, échanges) : bilans annuels de FranceAgriMer et des Instituts techniques
- les systèmes de production ligériens : données MSA, DDPP, SRISE DRAAF, Pôle Installation Transmission des Chambres d'Agriculture.

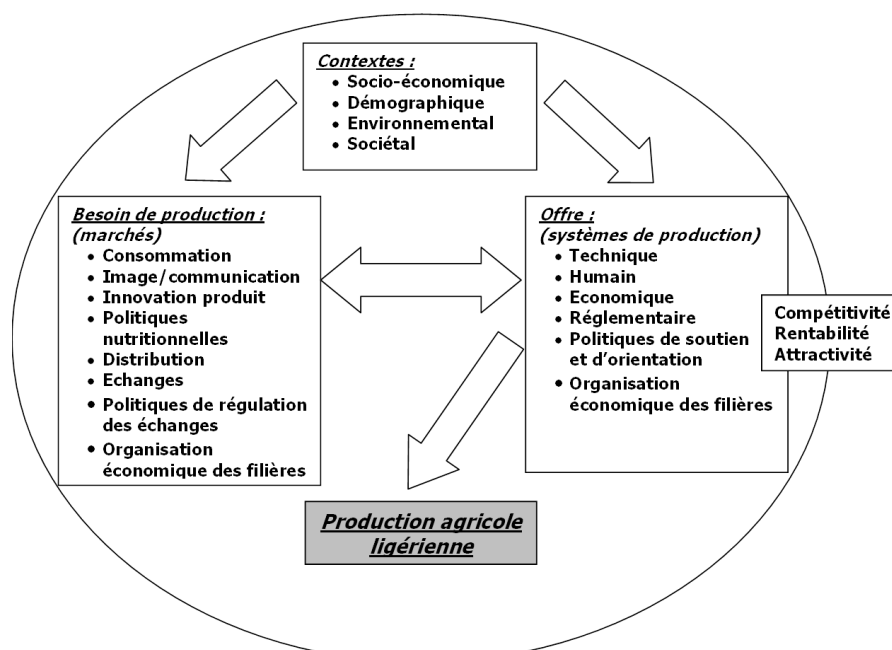
Les différentes étapes de l'étude prospective

1/ Analyse de la problématique, mise au point de la méthodologie et bibliographie.

2/ Etat des lieux de la filière et de son contexte.

3/ Exploration des facteurs d'évolution des filières, détermination des facteurs clés et **représentation du système étudié** :

Facteurs agissant sur l'évolution de la production ligérienne de viandes à l'horizon 2020



4/ Analyse de l'influence des facteurs clés identifiés sur le contexte, le besoin de production et l'offre régionale: évolutions passées, tendances présentes et analyse prospective (constitution de la **base rétro prospective**).

5/ Elaboration et quantification des scénarios d'évolution du **besoin de production**. Cette étape, **l'analyse morphologique**, consiste à combiner les différentes hypothèses d'évolution des facteurs clés identifiés (les scénarios doivent être contrastés mais vraisemblables). La quantification du besoin de production a été faite à dire d'expert au niveau national (en intégrant les dimensions européennes et internationales) : Besoin de production = consommation française + exportations françaises – importations françaises. La part de marché des Pays de la Loire a été expertisée.

6/ Elaboration et quantification des scénarios d'évolution de **l'offre régionale** (même processus que pour le besoin de production). La quantification (volume de production, nombre d'exploitations et d'actifs) a été faite par modélisation de l'offre régionale. Pour chacun des scénarios, 4 variables ont été simulées :

- les départs par l'âge et les départs précoces,
- les installations de jeunes agriculteurs,
- la dimension économique des exploitations,
- la productivité animale.

7/ Confrontation des 2 catégories de scénarios (besoin de production et offre) et élaboration des **scénarios finaux** d'évolution de la production, des structures et des actifs de la filière en Pays de la Loire.

8/ Identification des **leviers d'action** pour relever les enjeux qui se profilent d'ici 2020.

La construction des scénarios : quelles hypothèses ?

Les hypothèses communes aux trois scénarios

Contexte économique et réglementaire : Signature d'accords bilatéraux (avec les USA notamment) conduisant à une libéralisation accrue des échanges

Offre régionale :

- recherche dans tous les scénarios d'une autosuffisance régionale en porcelets pour des raisons économiques et sanitaires,
- impact important des nouvelles normes « bien être des truies » sur les élevages naisseurs : nombreux départs précoces et faible taux de renouvellement,
- proportion croissante de systèmes naisseurs engraisseurs en raison de leur efficacité économique, avec une évolution des naisseurs engraisseurs partiels vers l'engraissement de tous les porcelets nés sur l'exploitation,
- renforcement du lien au sol pour aller vers des élevages de plus en plus durables (sur le plan économique, social et environnemental),
- évolution des dimensions d'élevage vers une taille permettant

de travailler à plusieurs pour des raisons d'organisation du travail et de qualité de vie,

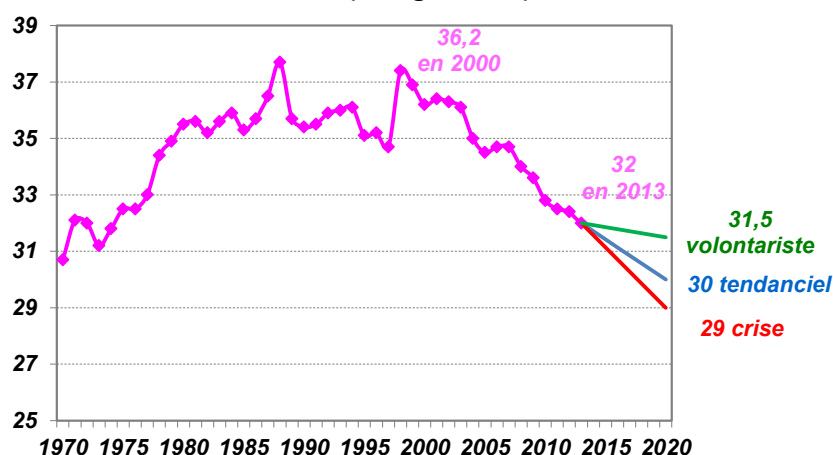
- amélioration de la productivité selon le rythme des 10 dernières années: progression de la productivité des truies (0,25 porcelet/truie/an). et du rapport places engraissement/truie (de 5,15 à 6,3 en moyenne)
- installations réalisées principalement sous forme sociétaire (elles représentent déjà près de 90 % des installations en porc au cours des trois dernières années).

Les facteurs de différenciation des scénarios au niveau des débouchés

Evolution de la consommation : 3 hypothèses envisagées

La consommation par habitant est quasi stable dans le **scénario volontariste**, en baisse de 0,9 % par an dans le **scénario tendanciel** et de 1,4 % par an dans le **scénario de crise**. Ces évolutions différenciées s'expliquent par la situation économique, la politique alimentaire nationale, la communication interprofessionnelle sur l'origine nationale et la capacité d'innovation de l'aval pour valoriser la viande de porc.

Evolution de la consommation de porc en France (en kg/hab/an)



Source : PEP Chambres d'Agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

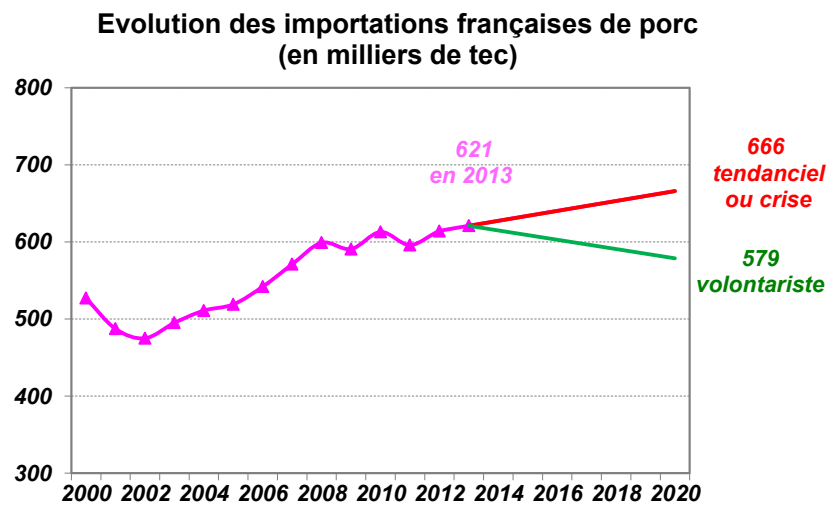
Evolution des échanges : des hypothèses différentes selon les scénarios envisagés

L'évolution des échanges varie en fonction de la compétitivité de la filière : coût de production, différenciation des produits, organisation plus ou moins concertée entre les acteurs, émergence de leaders nationaux...

Dans le scénario tendanciel, les **importations** progressent de 1 % par an entre 2013 et 2020 principalement en provenance de l'UE (Allemagne et Espagne principalement), mais aussi en provenance des Pays Tiers (suite à la signature d'accords bilatéraux).

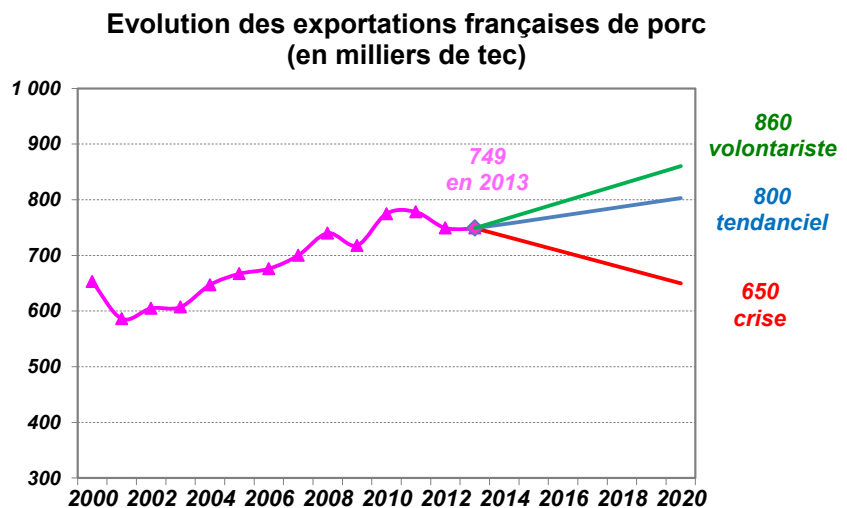
Dans le scénario de crise, bien que la consommation baisse plus fortement, les importations évoluent comme dans le scénario tendanciel car la baisse de consommation porte surtout sur les produits frais, d'origine nationale. Les importations de produits transformés à moindre coût continuent à progresser.

Dans le scénario volontariste, les importations reculent d'un peu plus de 1 % par an entre 2013 et 2020, grâce à une meilleure protection vis-à-vis des produits des pays tiers (barrières sanitaires) et grâce à une stratégie de reconquête du marché intérieur par les filières.



Source : PEP Chambres d'Agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

Quant aux **exportations**, elles reculent de 2 % par an dans le **scénario de crise** qui affecte la demande mondiale. Elles progressent de 1 % par an dans le **scénario tendanciel** grâce aux accords récents passés par des entreprises françaises de charcuterie salaison avec des acheteurs chinois (reconnaissance de la qualité et de la traçabilité française). Cette progression pourrait même atteindre 2 % par an dans le **scénario volontariste** grâce à une politique européenne active de soutien à l'export, avec une évolution vers des produits à plus forte valeur ajoutée.

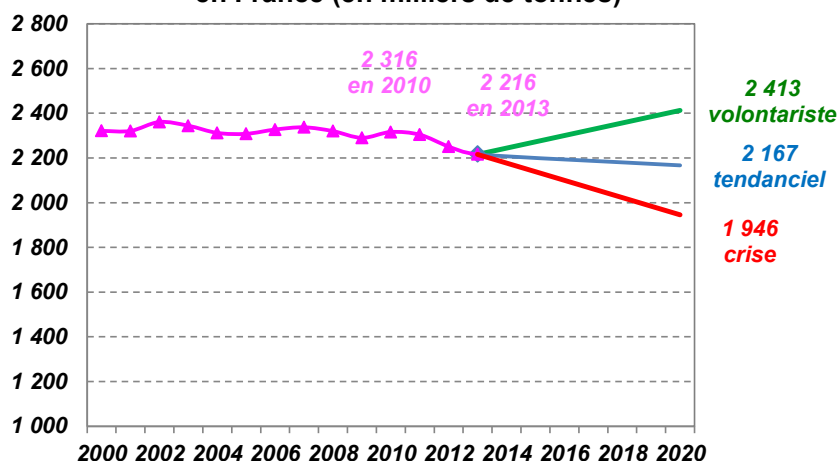


Source : PEP Chambres d'Agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

Au final, le besoin de production nationale est susceptible de varier de -13 % à +8 % par rapport à 2013, avec une hypothèse tendancielle intermédiaire à -3 %.

Quant au taux d'auto-alimentation (production/consommation) qui se situe à 106 % en 2013, il pourrait évoluer vers un simple équilibre (99 % dans le **scénario de crise**) ou progresser jusqu'à 107 ou 113 % dans les **scénarios tendanciel et volontariste**.

Evolution du besoins de production porcine en France (en milliers de tonnes)



Source : PEP Chambres d'Agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

Les facteurs de différenciation entre les scénarios au niveau de l'offre régionale

Les départs des chefs d'exploitation

30 % des éleveurs de la région présents en 2010 sont en âge de prendre leur retraite à l'horizon 2020 ; à ces départs liés à l'âge s'ajoutent également des départs précoces (avant l'âge de la retraite) ou des arrêts d'atelier liés à des choix personnels, des problèmes de santé ou des difficultés économiques.

Estimation des départs selon les scénarios				
Evolution 2010-2020	Départs en retraite	Départs précoces		
		Tendanciel	Volontariste	Crise
Naisseurs	32%	29%	26%	33%
Naisseurs Engraisseurs	29%	18%	17%	25%
PSE/Engraisseurs	30%	26%	20%	33%
Total	30%	22%	19%	29%

Source : PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

Ces départs précoces varient de 19 % des éleveurs dans le **scénario volontariste** à 29 % dans le **scénario de crise**. Le **scénario tendanciel** (22 % de départs précoces) accentue un peu les tendances passées compte tenu des départs plus nombreux chez les éleveurs naisseurs (29 %), en raison du coût des mises aux normes bien être des truies.

Dans le scénario de crise, les départs précoces chez les naisseurs représentent 33 % du nombre d'éleveurs présents en 2010.

La dimension des élevages

La dimension des élevages évolue au même rythme qu'au cours des 10 dernières années dans le **scénario tendanciel** sauf pour les sites naisseurs engraisseurs qui grossissent un peu plus rapidement. La dimension des sites de naisseurs collectif reste stable autour de 700 truies.

Dans le scénario volontariste, une meilleure cohésion de la filière, soutenue par les politiques nationale et régionale, permet d'améliorer la rentabilité de la production : les éleveurs sont en mesure de réaliser les investissements nécessaires pour accroître

leur efficacité économique (cohérence de la chaîne bâtiment, économies d'énergie) et la durabilité des systèmes (environnement, conditions de travail). La politique foncière évolue pour permettre aux éleveurs de renforcer le lien au sol. Les dimensions d'élevage naisseur engraisseur progressent un peu plus que dans le **scénario tendanciel** ce qui permet de travailler à plusieurs sur l'atelier porc, d'où une amélioration des conditions de travail, gage d'attractivité du métier demain.

Le scénario de crise est par contre marqué par une forte progression des dimensions d'élevage consécutive à la réduction des soutiens à la filière (restrictions budgétaires), à l'alignement des réglementations nationales sur le niveau européen et à l'objectif de produire à bas prix dans un contexte de dérégulation des marchés et de baisse du pouvoir d'achat. Seuls les élevages les plus solides financièrement sont en mesure d'investir.

Taille moyenne des élevages selon les scénarios								
	2010		Scénarios à l'horizon 2020					
			Tendanciel		Volontariste		Crise	
	truies	PE	truies	PE	truies	PE	truies	PE
Naisseurs	153		187		187		188	
Naisseurs Engraisseurs	143	886	173	1 105	180	1 146	201	1 283
PSE/Engraisseurs		577		790		775		802

Source : PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

En ce qui concerne le naissage, compte tenu de l'objectif de maintien de l'autonomie régionale en porcelets, il est nécessaire de le réorganiser sur de nouveaux sites collectifs dans les scénarios tendanciel et volontariste (passage de 24 à 27 sites entre 2010 et 2020). Dans le scénario de crise par contre, le nombre de maternités collectives doit diminuer, passant de 24 à 22 sites, car le besoin de porcelets est moindre (forte baisse de la production de porcs charcutiers).

Les installations et le taux de renouvellement

Le niveau de renouvellement des éleveurs varie entre les scénarios du fait des différences de contexte en termes de demande, et de compétitivité de la filière.

Dans un contexte donné, les hypothèses de renouvellement ont été définies pour chaque système de production en fonction de facteurs tels que : le statut de l'exploitation, son degré de spécialisation, sa dimension.

Taux de renouvellement selon les scénarios			
	Scénarios à l'horizon 2020		
	Tendanciel	Volontariste	Crise
Naisseurs	24%	23%	14%
Naisseurs Engraisseurs	43%	57%	26%
PSE/Engraisseurs	29%	37%	18%
Total	34%	44%	21%
Installations sur 10 ans	490	590	330

Source : PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage

Dans tous les scénarios, le taux de renouvellement est très faible pour les systèmes naisseurs (hors collectifs) : ils sont délaissés au profit de systèmes naisseurs engraisseurs ou d'une réorganisation du naisseur autour de sites collectifs. Dans les sites collectifs existants, les départs d'associés sont systématiquement remplacés.

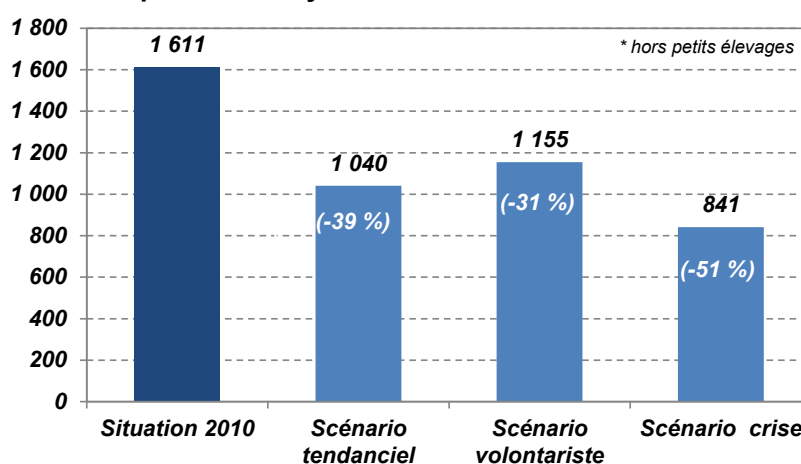
Dans le scénario volontariste, l'amélioration de la rentabilité des élevages permet d'investir, d'adapter le parc bâtiment et d'optimiser les tailles d'atelier, en lien également avec un renforcement du lien au sol, favorisé par une politique foncière plus adaptée. D'où un bon taux de renouvellement car la reprise s'en trouve facilitée.

Dans le scénario de crise, le contexte économique difficile conduit à des restructurations importantes avec un fort agrandissement des systèmes NE d'où un niveau d'installation beaucoup plus faible pour ces systèmes. En parallèle, le besoin d'ateliers engraisseurs se trouve réduit et le renouvellement est également plus faible pour ces systèmes (qui connaissent des départs précoces plus nombreux que dans le scénario tendanciel).

Finalement, les hypothèses retenues en termes de départs, de taux de renouvellement et de dimensions d'élevage conduisent à **un écart de 260 installations sur 10 ans entre les scénarios extrêmes**.

Le nombre d'élevages ligériens se réduit de 31 % à 51 % entre les scénarios extrêmes. C'est en Mayenne que la baisse est la plus prononcée en raison de la diminution assez marquée des systèmes engraisseurs, plus présents dans ce département.

Evolution du nombre d'exploitations ayant des porcs* en Pays de la Loire entre 2010 et 2020



Source : PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire - Comité de pilotage



Même si la tendance lourde est à la poursuite de la restructuration des élevages, cette analyse prospective a permis de mettre en évidence de réelles marges de manœuvre pour la filière porcine régionale.

Il est possible d'améliorer le taux de renouvellement des éleveurs (pour atteindre 44 % sur la décennie au lieu de 30 % au cours des 3 dernières années) et de maintenir le volume de production régional à l'horizon 2020, si des actions volontaristes sont mises en œuvre :

- au niveau de la distribution et de la restauration collective, pour soutenir la consommation et reconquérir le marché intérieur, par des actions de communication sur la viande française et des innovations produits,
- au niveau des entreprises de transformation, en soutenant les investissements, l'innovation et la synergie entre les différents maillons de la filière (ainsi que l'harmonisation des règles sociales à l'échelle européenne),
- au niveau des élevages :
 - par l'harmonisation des règles environnementales françaises avec les règles européennes relatives à la construction des bâtiments (dossier acté mais des freins restent à lever en terme d'acceptabilité sociale),
 - par le soutien de la modernisation des élevages, dossier sur lequel la France a pris beaucoup de retard par rapport à son voisin allemand. Le nouveau Plan pour la Compétitivité et l'Adaptation des Exploitations Agricoles, qui se met en place sur la période 2015-2020 avec le cofinancement des fonds européens du Développement Rural, va dans ce sens. Des investissements sont en effet nécessaires pour maintenir la compétitivité coût des élevages, bénéficier des innovations technologiques récentes, améliorer la durabilité des élevages et les conditions de travail des producteurs,
 - quant à la rentabilité des exploitations, condition de base pour assurer le renouvellement des actifs, elle passe par la poursuite des actions d'accompagnement technico économique menées par les organisations agricoles et par l'élaboration de références destinées à encourager l'innovation. Un réseau de fermes de référence est en cours de mise en place par les Chambres d'Agriculture de la région pour aller dans ce sens.

Pour mesurer l'importance des enjeux, rappelons pour terminer, que l'écart entre le scénario volontariste et le scénario de crise joue sur 260 installations en plus ou en moins sur 10 ans et plus ou moins 50 000 tonnes de production avec toutes les conséquences que cela génère en terme d'emplois induits.



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire
<http://www.paysdelaloire.chambagri.fr/menu/economie/sommaire-economie.html>

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr (Angers – La R/Y)
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr (Angers)
Michel BLOURDE	Tél. 02 41 96 75 05	Mail : michel.bourde@maine-et-loire.chambagri.fr (Angers)
Gilles LE MAIGNAN	Tél. 02 53 46 61 70	Mail : gilles.lemaignan@loire-atlantique.chambagri.fr (Nantes)
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@mayenne.chambagri.fr (Laval)
Pascale LABZAE	Tél. 02 43 29 24 28	Mail : pascale.labzae@sarthe.chambagri.fr (Le Mans)